



REPUBLIC OF RWANDA/REPUBLIKA Y'U RWANDA

National Commission for the Fight against Genocide

Commission Nationale de Lutte contre le Génocide

Komisiyo y'Ighugu yo Kurwanya Jenoside

-CNLG-



11 MAI 1994 : LES DETAILS DE L'AIDE FRANCAISE AU GOUVERNEMENT GENOCIDAIRE PRESENTES PAR LE GENERAL Jean-Pierre HUCHON.

La France était prête à poursuivre son soutien aux FAR, malgré le massacre des Tutsi par le Gouvernement de Theodore Sindikubwabo et son armée.

Ici les détails de l'aide militaire que la France a réservé au gouvernement génocidaire.

1. Les conseils du général Huchon au gouvernement génocidaire

Selon le général Jean-Pierre Huchon il fallait tenir compte des avis suivants :

- [...] La maison (mission française) militaire de coopération prépare les actions de secours à mener à notre faveur. [...] Il urge de s'aménager une zone sous contrôle des FAR où les opérations d'atterrissement peuvent se faire en toute sécurité. La piste de KAMEMBE a été retenue convenable aux opérations à condition de boucher les trous éventuels et d'écartier les espions qui circulent aux alentours de cet aéroport.
- Ne pas sous-estimer l'adversaire qui aujourd'hui dispose de grands moyens. Tenir compte de ses alliés puissants.
- Placer le contexte de cette guerre dans le temps. La guerre sera longue. » Nous reparlerons plus loin de l'utilisation de l'aéroport de Goma, tenu par les Français, pour des fournitures d'armes aux FAR.
- Selon le lieutenant-colonel Rwabalinda, la « Maison (mission) Militaire de coopération prépare les opérations de secours à mener en notre faveur ».

Il est donc clairement question de donner des moyens militaires à ceux qui sont en train de commettre le génocide. Et il est précisé : « *placer le contexte de cette guerre dans le temps : la guerre sera longue* ».

Ceci signifie que la France reprendra l'instruction et l'armement des génocidaires. Selon la France, la guerre qui « sera longue » ne s'achève pas avec le génocide. C'est une guerre faite pour continuer.



Dans ce sens, un téléphone a été offert aux génocidaires : « *Le téléphone sécurisé permettant au Général Bizimungu et au Général Huchon de converser sans être écouté (cryptophonie) par une tierce personne a été acheminé sur Kigali. Dix-sept petits postes à 7 fréquences chacun ont été également envoyés pour faciliter les communications entre les Unités de la ville de Kigali.* »

Il faut aussi rappeler que quatre jours avant cette rencontre Huchon Rwabalinda, 435 000 francs ont été prélevés sur le compte de la Banque de France au profit de la Banque Nationale du Rwanda, pour un règlement à Alcatel, pour des équipements téléphoniques Alcatel vendus au Rwanda à cette date.

Il a été aussi discuté les besoins d'armement : « *Les priorités suivantes ont été abordées : [...] Besoins urgents : - Munitions pour la Bie [batterie] 105mm (2.000 coups au moins). - Compléter les munitions pour les armes individuelles au besoin en passant indirectement par les pays voisins amis du Rwanda. - Habillement - Matériel de transmission.* »

Au clair, il existe un lien intensif, pendant le génocide commis contre les Tutsi, entre le général Huchon et l'armée qui massacrait les Tutsi.

2. Soigner l'image du gouvernement génocidaire

Selon le général Huchon, il fallait sans tarder fournir toutes les preuves prouvant la légitimité de la guerre que mène le Rwanda de façon à retourner l'opinion internationale en faveur du Rwanda et pouvoir reprendre la coopération bilatérale.

Lors de ses entretiens avec le colonel Rwabalinda, le général Huchon a insisté sur les actions immédiates et à moyen terme, attendues de la France. Le colonel Rwabalinda a confirmé : « *Le général Huchon m'a clairement fait comprendre que les militaires français ont les mains et les pieds liés pour faire une intervention quelconque en notre faveur à cause de l'opinion des médias que seul le FPR semble piloter. Si rien n'est fait pour retourner l'image du pays à l'extérieur, les responsables militaires et politiques du Rwanda seront tenus responsables des massacres commis au Rwanda. Il est revenu sur ce point plusieurs fois. Le gouvernement Français, a-t-il conclu, n'acceptera pas d'être accusé de soutenir les gens que l'opinion internationale condamne et qui ne se défendent pas. Le combat des médias constitue une urgence. Il conditionne d'autres opérations ultérieures [...]* ».

Selon le colonel Rwabalinda, le général Huchon a donc insisté sur la question de « *la légitimité de la guerre que mène le Rwanda, de façon à retourner l'opinion internationale en faveur du Rwanda, et pouvoir reprendre la coopération bilatérale* » officielle.



Les entretiens avec Huchon se sont déroulés en plein mois de mai, le génocide est déjà accompli dans plusieurs préfectures, sur la moitié du territoire, il y a des montagnes de morts. Et le général Huchon dit la nécessité de retourner l'opinion internationale en faveur du gouvernement génocidaire.

3. Les conséquences des entretiens Huchon-Rwabilinda

Le rapport Rwabilinda confirme que la coopération militaire entre la France et le Rwanda n'a pas cessé, malgré le départ des troupes françaises et la fermeture de l'ambassade. Le général Huchon en apparaît comme l'organisateur.

La France prépare des actions de secours en faveur des FAR et du GIR. Huchon propose des actions vis-à-vis des médias qu'il faut tenter: 1) fournir toutes les preuves prouvant la légitimité de la guerre que mène le Rwanda; 2) montrer que les responsables militaires et politiques du Rwanda ne peuvent être accusés des massacres commis au Rwanda.

4. La mission « humanitaire » de Bernard Kouchner en mai

Bernard Kouchner est venu à Kigali du 12 au 16 mai pour tenter de faire évacuer des orphelins par la MINUAR vers la France. Les négociations échouent le 16 mai en raison de l'opposition de miliciens Interahamwe. Kouchner s'apprête à quitter Kigali dès qu'un avion pourra l'évacuer.

Bernard Kouchner s'est rendu à Gitarama où il rencontre le Premier ministre, Jean Kambanda, et le président Sindikubwabo le 15 mai 1994. Kouchner est là pour sauver des orphelins en les évacuant vers la France. Les orphelins en question étaient en danger de mort.

Le gouvernement génocidaire a continué à recevoir le soutien militaire de la France, par la complicité des militaires français, et par la décision des autorités françaises, à la tête le président Mitterrand.

Fait à Kigali, 11 Mai 2020


Dr BIZIMANA Jean Damascène
Secrétaire Exécutif
Commission Nationale de Lutte contre le Génocide, CNLG.

